

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN : 1<sup>er</sup>

Concours

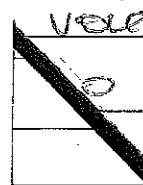
DATE : 10 jan 2016

MAGISTRATURE

d'y mettre un signe quelconque

note les deux  
éclatés

mêmes termes,  
très défi-



PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0578

NOTE

18 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

5

COMPOSITION DE

Organisation de l'Etat  
et droit public

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE  
(signature)

Il est interdit aux candidats de signer

Enfin, l'article 89

textuel

Prévoient

de 9

de

de

1958. L'initiative peut émaner du Président de la République, sur proposition du Premier ministre. Il est dans ce cas question d'un projet de loi constitutionnelle. Elle peut également être celle des membres du Parlement : dans ce cas, on parle d'une proposition de loi constitutionnelle. Le texte doit être adopté dans les mêmes termes par chacune des chambres. À quelques exceptions près, tenant essentiellement au rôle moindre tenu par les commissions parlementaires dans le processus de révision de la Constitution, le travail parlementaire s'effectue à ce stade dans les mêmes conditions que pour les lois ordinaires. Cependant, il est possible d'effectuer autant de "navettes" que nécessaire entre les deux chambres du Parlement (Assemblée Nationale et Sénat). L'intervention de la commission mixte paritaire n'est pas prévue. Autre différence avec le processus d'élaboration des lois ordinaires : l'Assemblée

question n° 3 -

La révision constitutionnelle Selon la Constitution du 4 octobre 1958

Le processus de révision constitutionnelle est fixé par l'article 89 de la Constitution du 4 octobre

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

nationale n'a pas le dernier mot. Les deux chambres sont donc placées sur un pied d'égalité.

Une fois le texte adopté dans les mêmes termes, celui-ci doit, pour acquies son caractère définitif, être soumis au peuple français par la voie du référendum (solution privilégiée en 2000 par Jacques CHIRAC pour modifier la durée du mandat présidentiel). Pour les seuls projets de loi constitutionnelle, le Président de la République peut toutefois décider de soumettre le texte au Congrès (réunion des deux chambres à Versailles). Pour que le texte soit adopté, le Congrès doit l'approuver à une majorité des trois cinquièmes. (Cette procédure a été privilégiée pour la révision intervenue en 2008).

Peu de limites sont fixées aux desideratas du Constituant : d'une part, il ne peut être porté atteinte à la forme républicaine du gouvernement par voie de révision constitutionnelle - d'où s'interroge toutefois sur la sanction de la violation de cette prescription. D'autre part, la Constitution ne peut être modifiée durant les périodes de vacance de la présidence de la République (ou plus exactement de présidence par intérim) ainsi que pendant celles d'utilisation des pouvoirs exceptionnels de l'article 16 de la Constitution.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Enfin, l'Histoire nous a enseigné que l'article 89 ne constitue pas le seul fondement textuel permettant de modifier la Constitution. Prorogant de vifs débats entre constitutionnalistes, le Général de Gaulle a utilisé l'article 11 de la Constitution afin de soumettre au peuple français la modification du mode d'élection du Président de la République, passant ainsi d'une élection par des grands électeurs à celle au suffrage universel direct. Cette manœuvre, qui, sur le plan politique, a valu au gouverneur de Georges Pompidou de connaître la seule lecture de l'œuvre de la II<sup>e</sup> République (le Général de Gaulle ayant réagi à son tour en dissolvant l'Assemblée nationale) était destinée à contourner l'examen parlementaire de la révision constitutionnelle de 1962, l'Assemblée Nationale et le Sénat ayant exprimé leur hostilité à celle-ci. Le Général de Gaulle a de nouveau utilisé l'article 11 de la Constitution en 1969, les chambres (et plus particulièrement le Sénat, dont la suppression était projetée) étant hostiles à son projet de réforme territoriale. d'en sait ce qu'il aduint : le peuple français répondit par la négative, le Général de Gaulle démissionna. Depuis, les exécutifs desireux de modifier la

## ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

### FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Constitution s'en sont tous au recours à l'article 89.

Question n° 2 - L'indépendance et l'impartialité des magistrats.

La Constitution de la V<sup>e</sup> République prévoit qu'il revient au Président de la République d'assurer l'indépendance de l'autorité judiciaire, gardienne des libertés individuelles. Avec l'impartialité, l'indépendance est l'une des qualités que le justiciable est en droit d'attendre d'une justice chargée de garantir les libertés. Cette indépendance doit tout d'abord s'entendre dans un sens organique : elle concerne le statut du magistrat dans ses relations avec les pouvoirs exécutif et législatif. En France, elle n'est totalement réalisée que pour les magistrats du siège : si ceux-ci continuent d'être nommés par le pouvoir exécutif, ce dernier ne peut aller outre sans non conforme du Conseil supé-

rieur de la magistrature. Par ailleurs, les magistrats du siège sont inamovibles, ce qui ne signifie pas qu'ils ne peuvent en aucun cas être déplacés contre leur avis, mais que leurs éventuelles mutations ou mises à la retraite ne peuvent être décidées qu'en application de règles strictes appliquées par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Enfin, la discipline des magistrats du siège relève de la compétence de la section correspondante du CSM.

Contrairement aux magistrats du siège, les magistrats du parquet restent soumis au pouvoir exécutif, la personne du Ministre de la Justice, garde des Sceaux. L'avis rendu par le CSM quant à leur nomination, n'est que consultatif: le pouvoir exécutif peut passer outre. Il en va de même de la discipline des magistrats du parquet, qui relève en dernier ressort du garde des Sceaux. Un projet de révision constitutionnelle envisage cependant de poser la nécessité d'un avis conforme du CSM pour la nomination des magistrats du

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Parquet, ainsi... que de transférer au CSJ  
la compétence en matière disciplinaire  
pour les mêmes magistrats -

S'agissant de la manifestation de  
l'indépendance des magistrats lors du  
traitement des affaires, elle réside tout  
d'abord dans le fait que les magistrats  
du siège ne peuvent recevoir d'in-  
structions ni du pouvoir exécutif, ni  
du pouvoir législatif, ni de leurs  
supérieurs hiérarchiques. En effet, les  
magistrats du siège sont indépendants  
les uns des autres: ainsi, un président  
de Tribunal ne peut enjoindre à tel  
magistrat de trancher telle affaire de  
telle façon. Il s'agit d'une différence  
essentielle avec les magistrats du  
parquet: si ceux-ci ne peuvent, depuis  
2013, recevoir des instructions indivi-  
duels de la part du garde des Sceaux,  
il n'en sont pas moins pour, même  
indirectement, par ses orientations de  
politique pénale, qui font partie de

la politique de la Nation que le  
gouvernement a la charge de définir  
(article 20 de la Constitution). - Par  
ailleurs, le caractère indiscutable du  
parquet oblige les magistrats à se  
conformer aux instructions de leurs  
supérieurs: ainsi, un substitut du  
procureur ne peut aller à l'encontre  
des instructions données par son supé-  
rieur dans tel ou tel dossier. - En  
vertu de l'adage "la plume est sèver  
mais la parole est libre", cette règle  
concerne cependant les seules requi-  
sitions écrites, et non l'intervention orale à  
l'audience.

d'autre grande qualité attendue  
d'un magistrat dont il est ici ques-  
tion est l'impartialité. Celle-ci  
comporte deux versants: le versant  
objectif et le versant subjectif.  
L'impartialité objective vise en parti-  
culier à empêcher qu'un même magistrat  
travaille à plusieurs reprises la même  
affaire.

- Ainsi, un même  
juge ne peut connaître de la même  
affaire en première instance puis en



## ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

### FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

appel, et ce même s'il siège à chaque  
fois en formation collégiale. Le second  
versant concerne l'impartialité  
objective. Celle-ci porte sur l'absence de  
préjugé du magistrat quant à l'affaire  
qu'il doit trancher : elle concerne le  
for intérieur du magistrat. Ce dernier  
ne doit pas avoir "intellectuellement"  
tranché le dossier avant d'avoir pris  
connaissance de l'ensemble des argu-  
ments et des pièces des parties. Lors  
de l'audience, il ne doit pas privilégier  
une partie davantage que l'autre : en  
vertu de la jurisprudence de la Cour  
européenne des droits de l'homme, il  
ne doit pas seulement être impartial.  
Il doit également donner une apparen-  
ce d'impartialité.

Enfin, il convient de rappeler que les  
exigences d'indépendance et d'impar-  
tialité sont partie intégrante du  
droit au procès équitable garanti par

d'article 69 1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

### Question n°1 - Avantages et inconvénients des primaires dans un pays comme la France

En 2006, le Parti socialiste désignait sa candidate à l'élection présidentielle au moyen d'une "primaire" lors de laquelle seuls les adhérents du parti pouvaient voter. Cinq années plus tard, le futur Président de la République était désigné candidat du même parti à la suite d'une "primaire" ouverte à l'ensemble des électeurs inscrits sur les listes électorales. Chacun pouvait voter moyennant une contribution modique et une signature apposée sur une "charte des valeurs de la gauche". En 2016, le parti "les Républicains" s'apprête à reprendre à son compte le procé-

# ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

## FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

de utilisé en 2012 par les socialistes.  
Contrairement à ce que l'on observe  
de l'autre côté de l'Atlantique, les  
"primaires", véritable premier tour avant  
le premier tour de l'élection présiden-  
tielle, ne sont pas de tradition fran-  
çaise. Cette dernière repose davantage  
sur la "rencontre entre un homme ou  
une femme et le peuple français,  
formule héritée de la tradition gaullienne  
mais dont on peut avoir l'impression  
qu'elle sert davantage à légitimer  
le choix d'un candidat par l'entre-  
soi des organes dirigeants des partis  
politiques. En ce sens, les primaires  
permettent de donner la parole aux  
sympathisants de telle ou telle mouvance  
politique dans le choix du candidat  
qu'ils estiment le mieux à même de  
la représenter. Cependant, le mode  
actuel d'organisation ne les met pas à  
l'abri de toute manipulation par les

sympathisants de la mouvance adverse, qui peuvent être tentés de vouloir en "fausser" les résultats afin d'affaiblir le candidat finalement élu.

Par ailleurs, il n'est pas certain que le système des "primaires" soit véritablement adapté aux modalités actuelles d'organisation de l'élection présidentielle : que se passerait-il si le candidat désigné à l'issue d'un tel scrutin échouait à rassembler les 500 signatures d'élus locaux nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle ? L'hypothèse peut sembler être d'école, mais la question se pose : un candidat légitimé par sa victoire lors d'une primaire ne bénéficie-t-il pas d'ores et déjà d'une légitimité suffisante ? Enfin, le mécanisme de la primaire semble mal s'accorder à la prééminence de la fonction presi-

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 5

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

d'entente, lorsque le président en exercice envisage de se présenter à un nouveau mandat - les débats actuels portant sur l'organisation d'une éventuelle "primaire de la gauche" en vue de l'élection présidentielle de 2017 sont illustratifs de cette difficulté : un président en exercice doit-il s'abaisser à venir débattre avec d'autres personnalités de son parti, alors qu'il réside en même temps le président de tous les Français ?

\_\_\_\_\_